

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Faits, méfaits, forfaits

- Economie -

Date de mise en ligne : lundi 14 juin 2010

Démocratie & Socialisme

La lettre de Sarkozy et Merkel à Barroso et van Rompuy

Les députés et sénateurs UMP, s'agitaient en tous sens à l'idée que le vote du budget français puisse faire l'objet d'un droit de veto de la Commission européenne. Se prenant pour Robespierre ou Jean Moulin, un ministre, Luc Chatel affirmait même : « Ce n'est pas à la Commission européenne de voter le budget de la nation française ».

Avant de céder à cette agitation tout ce joli monde aurait été mieux inspirés de lire avec attention la lettre du 6 mai 2010, adressée conjointement par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy à Herman van Rompuy, Président de l'Union européenne et à José Manuel Barroso, président de la Commission européenne. Dans cette lettre, Merkel et Sarkozy n'hésitaient pas à demander ce contrôle préalable des budgets nationaux en exigeant le renforcement de « la cohérence entre les procédures budgétaires nationales et le pacte de Stabilité et de Croissance »

Le lundi 7 juin, selon le Figaro du lendemain, Herman van Rompuy annonçait d'ailleurs : « Les ministres européens des Finances ont accepté que la Commission européenne examine leurs budgets nationaux ».

Une telle mesure exige un changement de la Constitution française. S'il était accepté, ce serait un recul considérable de la démocratie. Les parlements nationaux élus par les peuples européens seraient, en effet, soumis au droit de veto d'un organisme technocratique n'ayant strictement aucun compte à rendre au suffrage universel.

Plans d'austérité = 2ème plan de sauvetage des banques

Les plans d'austérité qui se généralisent en Europe nous sont présentés comme des plans indispensables à la réduction des déficits publics.

Il s'agit en réalité d'un 2ème plan de sauvetage des banques.

C'était évident pour les Islandais. Le plan d'austérité (qu'ils ont refusé à 93,3 % des votants le 6 mars dernier) avait pour unique fonction de rembourser 2,7 milliards d'euros au Royaume Uni et 1,3 milliards aux Pays Bas à la suite de l'effondrement des trois principales banques privées islandaises et de leurs filiales britanniques et néerlandaises.

C'est tout aussi évident pour tous les autres pays européens si l'on prend en considération le fait déterminant que les détenteurs des dettes publiques européennes sont pour l'essentiel des banques européennes. En cas de défaut de paiement d'un pays européen, ce serait de nouveau ces banques qui seraient en première ligne, comme lors de crise bancaire de 2008-2009. C'est d'ailleurs ce qui explique qu'au moindre frémissement annoncé sur les titres de la dette publique d'un État européen, même s'il ne fait pas partie de la zone euro (Portugal, Espagne et maintenant Hongrie), la valeur des actions bancaires plongent.

La réalité des soi-disant plans d'austérité est donc celles d'un 2ème plan de sauvetage des banques, même si les néolibéraux qui dirigent l'Union européenne en profitent pour essayer de réaliser les « réformes structurelles » qu'ils n'avaient pas encore osé effectuer.

C'est totalement inacceptable, alors même que les banques continuent à accumuler des profits et n'ont strictement rien changé à la spéculation éhontée qui avait amené l'économie mondiale au bord du gouffre en 2008-2009.

Un fonds d'urgence européen en peau de chagrin

750 milliards d'euros avaient annoncé les médias en mai 2010. Il s'agissait en fait de 500 milliards souscrits par les pays de la zone euro et 250 milliards financé par le FMI.

Les ministres des Finances de la zone euro, ont finalement annoncé un montant de 440 milliards de garanties de prêts pour les États qui ne pourraient pas trouver de financement sur les marchés financiers à des taux « raisonnables ».

Jean-Jacques Chavigné